

Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 22437**

Intitulé

MASTER : MASTER Droit, économie, gestion ; Mention Justice, procès et procédures

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Perpignan Via Domitia, Ministère chargé de l'enseignement supérieur	Président de l'Université de Perpignan, Recteur de l'Académie de Montpellier

Niveau et/ou domaine d'activité

I (Nomenclature de 1967)

7 (Nomenclature Europe)

Convention(s) :

Code(s) NSF :

128 Droit, sciences politiques, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc

Formacode(s) :

13267 droit international, 13269 contentieux international, 13261 droit affaires

Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Spécialité Contentieux nationaux, européens et transfrontaliers

Le titulaire de cette certification peut exercer les activités (ou fonctions) suivantes:

- Diriger les travaux de recherche (thèse, mémoire d'études, ...) des étudiants
- Accomplir des actes de procédure (rédaction des assignations, transmission des conclusions, remise du dossier du juge, ...)
- Constituer des dossiers de plaidoirie (recueil des pièces, consultation de la jurisprudence, rédaction des conclusions, ...)
- Trouver une solution amiable pour régler un litige entre propriétaires et locataires, faire respecter une servitude de passage, ...
- Juger des litiges concernant des particuliers (attribution de l'autorité parentale, montant de pension alimentaire, mise sous tutelle, ...)
- ...)
- Rédiger des actes juridiques (requête judiciaire, acte sous seing privé, contrat de mariage, ...) et des procédures
- Elaborer et préparer les cours, les travaux dirigés ou pratiques (définition, contenu, objectifs, format pédagogique, bibliographie, ...)
- Etablir les contrats, constats, attestations d'authenticité à valeur d'actes juridiques
- Accomplir les formalités nécessaires aux procédures juridiques auprès des services compétents
- Informer et conseiller les clients, les collaborateurs sur des questions d'ordre juridique
- Former du personnel à des procédures, techniques, procédés de production, outils, consignes
- Evaluer les connaissances des étudiants et effectuer la correction de devoirs, examens, partiels
- Effectuer des recherches documentaires et les transmettre ou les exploiter
- Veiller au respect de la loi Informatique et Libertés dans l'entreprise, gérer la liste des traitements de données à caractère

Le titulaire de cette certification est capable de :

- résoudre des litiges, en recourant, par exemple, à la médiation, à la procédure participative, etc.
- appréhender les situations, en réfléchissant aux différentes solutions envisageables, qu'elles soient amiables ou judiciaires
- déterminer la solution qui semble la plus adéquate pour résoudre le cas qui lui est soumis.
- rédiger les actes nécessaires à la résolution du conflit (rapports, assignations, conclusions d'avocats, etc.)
- maîtrise de la recherche documentaire et de l'informatique
- connaissance d'une langue étrangère

- Conduite d'un contentieux devant des juridictions diverses.
- Conseil, rédaction des actes de procédure.
- Conduite d'une procédure d'arbitrage ou d'une médiation.
- Rédaction de clauses de règlement des différends.

Les diplômés maîtrisent :

- des connaissances juridiques de haut niveau dans le domaine procédural.
- des capacités de recherches d'éléments juridiques textuels, jurisprudentiels et doctrinaux permettant de prévenir ou de traiter un problème.
- des capacités d'analyse et de synthèse des éléments juridiques permettant de proposer l'éventail possible de solutions.
- des facultés d'adaptation à l'évolution du droit.
- des capacités d'anticipation de l'évolution juridique.
- la capacité de conseiller des solutions amiables ou judiciaires aux litiges en mesurant toutes les conséquences du choix opéré.

Le titulaire de cette certification possède les compétences suivantes:

- Droit civil
- Réglementation des diplômes et certifications
- Procédures judiciaires
- Procédures de rédaction d'actes juridiques
- Ingénierie pédagogique
- Ingénierie de la formation
- Fiscalité
- Droit public
- Droit pénal
- Droit notarial
- Droit européen
- Droit du travail
- Droit des sociétés
- Droit commercial
- Pratiques de la plaidoirie

Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

Ces professionnels peuvent travailler dans :

- les cabinets d'avocats
- les services contentieux des entreprises
- le secteur recherche juridique public ou privé
- le monde judiciaire
- le monde associatif

Outre la poursuite en doctorat, notre étudiant pourra accéder soit directement après le master à une fonction d'encadrement (responsable du service contentieux d'une entreprise, qu'il s'agisse d'une société commerciale, d'une banque, d'une société de recouvrement ou d'assurance etc.), soit indirectement, par le biais de l'obtention d'un examen ou d'un concours, à une profession dans le cadre judiciaire (avocat, huissier, magistrat, greffier).

Ce professionnel peut prétendre aux emplois suivants:

- Juriste d'entreprise du contentieux.
- Avocat (sous réserve de satisfaire aux obligations réglementaires d'accès aux professions réglementées)
- Huissier (sous réserve de satisfaire aux obligations réglementaires d'accès aux professions réglementées)
- Greffier
- Responsable juridique spécialiste du contentieux et de l'arbitrage.
- Salarié dans un centre d'arbitrage ou de médiation.

Codes des fiches ROME les plus proches :

K1901 : Aide et médiation judiciaire

K1902 : Collaboration juridique

K1903 : Défense et conseil juridique

K1904 : Magistrature

K1503 : Contrôle et inspection des impôts

Modalités d'accès à cette certification

Descriptif des composantes de la certification :

Semestre 1

UE1 - Compétences fondamentales

Procédure civile
Procédure pénale

UE2 - Compétences complémentaires spécifiques

Contentieux constitutionnel
Contentieux de l'Union Européenne

UE3 - Compétences complémentaires transversales

Au choix 2 sur 3 :

Droit international privé
Droit des sûretés
Droit du crédit

Langue au choix :

Anglais juridique

Espagnol juridique

Semestre 2

UE1 - Compétences fondamentales

Procédures collectives
Au choix 1 sur 2
Contentieux administratif
Procédures civiles d'exécution

UE2 - Compétences complémentaires spécifiques

Philosophie de la Justice
Au choix 1 sur 2
Contentieux administratif
Procédures civiles d'exécution

UE3 - Compétences complémentaires transversales

Au choix 2 sur 3
Contrats spéciaux (vente, transport, entreprise, mandat, fiducie)
Droit de la consommation et du surendettement
Droit processuel
Langue au choix
Anglais juridique
Espagnol juridique

Semestre 3

UE1 - Approche globale du contentieux

Contentieux social
Contentieux de la concurrence
Procédures fiscales
Institutions juridictionnelles étrangères
Modes alternatifs de règlement des conflits
L'histoire des grands procès

UE2 - Insertion professionnelle

Introduction au style et à l'éloquence judiciaires
Langue étrangère au choix :
Anglais juridique
Espagnol juridique

UE3 - Approche pratique du contentieux

Procédures civile, pénale, administrative et civiles d'exécution appliquées :
Procédures civiles d'exécution appliquées
Procédure pénale appliquée
Procédure administrative appliquée
Procédure civile appliquée

Semestre 4

UE1-Approche globale du contentieux

Introduction à la déontologie/arbitrage/procédure pénale européenne :
Introduction à la déontologie des professions judiciaires
Arbitrage national et international des affaires
Procédure pénale européenne

UE2 - Insertion professionnelle

Langue étrangère au choix : Anglais juridique ou Espagnol juridique

Préparation C2i niveau 2 Métiers du droit

Prise de parole et grand oral

Grand oral (culture juridique, contentieux public et privé)

Parcours au choix :

Parcours professionnel : stage 3PU, rapport de stage et recherche thématique

Parcours recherche : rédaction et soutenance d'un mémoire

UE3 - Approche pratique du contentieux

Contentieux spécifiques :

Contentieux de la construction

Contentieux des étrangers

La procédure d'injonction de payer européenne

La signification des actes en Espagne

La saisie contrefaçon

Contentieux bancaire

Validité des composantes acquises : 5 an(s)

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	60 %enseignants et 40 % de professionnels
En contrat d'apprentissage	X	60 %enseignants et 40 % de professionnels
Après un parcours de formation continue	X	60 %enseignants et 40 % de professionnels
En contrat de professionnalisation	X	60 %enseignants et 40 % de professionnels
Par candidature individuelle	X	60 %enseignants et 40 % de professionnels
Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Jury VAE composé d'une majorité d'enseignants chercheurs

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

Base légale

Référence du décret général :

Arrêté du 25 avril 2002

Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 19 juin 2015

Référence du décret et/ou arrêté VAE :

Décret n°2002-615 du 26 avril 2002 relatif à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'une certification professionnelle

Références autres :

Pour plus d'informations

Statistiques :

Autres sources d'information :

Lieu(x) de certification :

Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Historique de la certification :